



21.070

**Sicherheitspolitik der Schweiz.****Bericht 2021****Politique de sécurité de la Suisse.****Rapport 2021***Fortsetzung – Suite*

## CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.03.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.03.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

**Porchet** Léonore (G, VD): Le rapport sur la politique de sécurité de la Suisse que nous traitons aujourd'hui rappelle que les objectifs de la Suisse "sont de protéger la capacité d'action, l'autodétermination et l'intégrité de la Suisse et de sa population ainsi que ses conditions d'existence contre les menaces et les dangers, et de contribuer à la stabilité et à la paix en dehors des frontières." Les Verts partagent pleinement ces objectifs. Comme cela figure à la même page du rapport, nous comprenons la sécurité dans un sens large. C'est à ce titre que les Verts s'engagent pour protéger l'humanité du plus grand danger qui se présente à nous: la disparition des conditions favorables à la vie humaine sur terre à cause du réchauffement climatique causé par les activités humaines. Et c'est parce que cette préoccupation de sécurité est au coeur des engagements des Verts que nous sommes et serons toujours proches des mouvements pour la paix, car seule la paix crée les conditions-cadres pour affronter tous les autres dangers et garantir la sécurité. Nous sommes en solidarité avec les Ukrainiens et les Ukrainiennes qui fuient leur pays par millions et dont le droit à la paix a été si violemment nié. Face à ce conflit, nous réclamons un engagement fort de la Suisse sur la scène internationale, ainsi qu'un accueil digne et généreux des réfugiés d'Ukraine, mais aussi de tous les réfugiés et de toutes les réfugiées issus des autres conflits.

AB 2022 N 269 / BO 2022 N 269

Pour les Verts, les principaux facteurs de paix et de sécurité en Suisse sont un ordre international stable, des organisations supranationales fortes et le respect du droit international et des droits humains. Ce constat est partagé dans le rapport que nous traitons aujourd'hui. A ce titre, il est préoccupant de constater que ceux qui se disent les champions de la sécurité en réclamant de manière assez opportuniste l'achat de nouveaux chars sont également ceux qui tentent d'isoler la Suisse de ses partenaires européens et mondiaux.

Pour le groupe des Verts, la liberté d'action et d'autodétermination de la population suisse s'exprime notamment par les droits et les outils démocratiques suisses qui nous tiennent à coeur à toutes et tous. A ce titre, il est préoccupant qu'une ministre appelle cette même population à ne pas faire usage de ses droits démocratiques en cessant de récolter des signatures pour une initiative populaire.

Pour le groupe des Verts, le rapport donne une bonne évaluation de la situation et rappelle que la sécurité n'est pas que militaire. Evidemment que la guerre menée par le gouvernement russe en Ukraine rend aigu le besoin de suivre avec précision les risques et d'évaluer les conséquences d'un conflit, dont la possibilité est envisagée et analysée dans ce même rapport. Le groupe des Verts salue la décision de la commission de faire ce suivi et, au besoin, de rédiger un rapport complémentaire.

Il constate néanmoins qu'il est affirmé à la page 21 de ce rapport qu'une attaque terrestre de la Suisse est invraisemblable. Les risques sont donc ailleurs. Une menace en particulier nouvelle, jamais vécue dans l'histoire, s'est invitée dans le débat: le danger du nucléaire civil.

Par l'attaque de la centrale nucléaire de Zaporijia dans la nuit de jeudi à vendredi passé, la Russie nous a rappelé que le nucléaire civil était une menace pour l'humanité, en particulier en temps de guerre.

Les Verts appellent la Suisse à s'engager au Conseil de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour que les sites ukrainiens soient sous surveillance indépendante, mais ils appellent aussi le Conseil fédéral à communiquer en toute transparence et de manière proactive au sujet des risques pour la population suisse. Parce que le conflit armé en Suisse n'est qu'un des risques cités dans le rapport, un risque d'ailleurs qualifié





de peu probable, les Verts saluent la diversité des approches de la sécurité proposées dans ce rapport. Mais les neuf objectifs proposés dans le rapport doivent être accompagnés d'une répartition des ressources en conséquence. Or ce n'est pas le cas. Ainsi, l'acquisition des avions de combat F-35 que défend le Conseil fédéral concentrerait une part importante des ressources sur un outil militaire disproportionné et inutile pour la Suisse, ce qui empêcherait notre pays de se prémunir de manière adéquate contre la pluralité des risques. Deux thématiques ont en particulier occupé la commission, qui propose aujourd'hui deux postulats: la désinformation et les dangers naturels liés au climat.

Le premier postulat demande un rapport sur les risques de campagne de désinformation en Suisse. Le sujet était déjà d'une actualité brûlante au moment des débats en commission, face aux contrevérités émises au sujet du Covid-19, qui ont attisé les tensions au sein de la population. Face à la guerre du gouvernement russe contre l'Ukraine, qui se fait aussi sur le terrain de la désinformation et du mensonge, il est plus urgent que jamais de prendre en considération ce postulat.

Le second postulat adopté par la commission – et qui n'a pas fait l'objet d'une proposition de minorité – demande d'évaluer les capacités de la protection civile, de l'armée et du service civil face aux dangers naturels liés au climat. Alors que 2021 a été le théâtre de terribles inondations et qu'en montagne des villages entiers ont dû être déplacés, l'actualité récente ne doit pas nous faire oublier que le plus grand danger auquel la population suisse est maintenant confrontée est bel et bien le dérèglement climatique.

**Pointet François (GL, VD):** Nous voilà en train de commenter le rapport sur la politique de sécurité de la Suisse qui a été établi avant un grand chambardement de nos esprits, et avant que des analyses soient faites suite à l'éclatement du conflit dans l'Est du continent. Et qu'on ne vienne pas me dire que tout était déjà écrit dans le rapport: les niveaux de risques changent, la perception change, les analyses et priorités changent. Vous l'avez entendu, le DDPS a promis un complément au dit rapport en ce qui concerne les implications de cette situation nouvelle. Nous pouvons donc aborder l'analyse en l'état en nous rappelant que l'adaptation de la politique de sécurité est un travail qui se fait au quotidien.

Commençons par le volet militaire. Les Vert'libéraux considèrent que la vision qu'ils défendent depuis longtemps est à même de faire face aux risques d'un conflit conventionnel européen qui pourrait durer. Nous avons toujours prôné une armée moderne, agile, composée de militaires bien entraînés et complètement équipés de matériel de pointe. Cela inclut évidemment une couverture aérienne suffisante et des troupes terrestres adaptées. Mais nous défendons aussi une volonté forte de coopérer avec nos voisins en conservant une neutralité active, car la défense autonome est un rêve pieux qui disparaît vu les évolutions technologiques et les forces en présence. Cela ne veut pas forcément dire une augmentation des effectifs ou des budgets, comme certains le réclament, mais bien la détermination des capacités à détenir au terme d'un arbitrage entre budgets, possibilités techniques et risques. Dans ce sens, nous saluons la volonté de la conseillère fédérale en charge de la défense de transformer la méthode d'acquisition actuelle en une planification des capacités de l'armée.

Sur les autres points de ce rapport, qui restent importants vu les défis qui nous attendent, nous faisons les remarques suivantes.

Nous saluons le fait que le changement climatique soit inclus dans les menaces sécuritaires, mais les mesures proposées sont faibles.

C'est pourquoi nous soutiendrons le postulat de commission 22.3007, "Capacités nécessaires à la gestion des dangers naturels liés au climat".

En ce qui concerne la résilience de notre pays, il est normal de parler d'approvisionnement et de s'inquiéter de la disponibilité des biens essentiels. Mais la tendance à adopter une approche protectionniste visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement est dangereuse. Durant la période de pandémie, nous avons constaté que ce sont surtout les relations économiques et diplomatiques avec nos voisins qui nous permettent de gérer ce problème. Il n'est pas souhaitable que nous nous dirigions vers une espèce de politique industrielle pour assurer la sécurité.

Le manque d'entrain du Conseil fédéral à voir l'avantage de la création d'un Etat-major fédéral de conduite nous surprend. Cet organe devrait permettre de mieux réagir aux crises et d'avoir des schémas de communication mieux établis, surtout en début de crise. Nous venons de faire à deux reprises, durant la législature actuelle, l'expérience des flottements résultant de l'absence d'un outil opérationnel rodé.

Pour ce qui est du risque de désinformation, il est bien d'identifier le problème, mais les mesures proposées sont particulièrement faibles.

C'est pourquoi nous soutiendrons le postulat de commission 22.3006, "Etat des lieux relatif à la menace que constituent pour la Suisse les campagnes de désinformation".

Finalement, l'alimentation de l'armée et de la protection civile constitue une menace pour notre système de



sécurité, mais nous savons que des travaux sont en cours. Il faut toutefois aller de l'avant et presser le pas. En conclusion, nous prendrons acte de ce rapport en rappelant que l'analyse de la situation sécuritaire est un travail qui doit être effectué au quotidien, et que beaucoup reste à faire pour minimiser les risques identifiés avec efficacité et efficience.

**Mettler** Melanie (GL, BE): Der Angriffskrieg von Russland auf die Ukraine ist jetzt zuvorderst in den Gedanken und geniesst grösste Aufmerksamkeit. Das Parlament wird nächste Woche in einer öffentlichen Debatte darüber diskutieren und in den Kommissionen zu diesem Thema arbeiten. Ich

AB 2022 N 270 / BO 2022 N 270

begrüsse auch das Vorgehen, dass man jetzt bei diesem Bericht eben einen Rückblick macht und auch vor-ausschaut, aber das erwähnte Thema separat diskutiert.

Die Grünliberalen nehmen zur Kenntnis, dass nach vielen Jahren wieder ein sicherheitspolitischer Bericht vorliegt und dieser einen Schritt in Richtung einer modernisierten, agileren und diversifizierten Sicherheitspolitik darstellt. Diese Reformbewegung begrüssen wir, da sie den veränderten sicherheitspolitischen Risiken stärker Rechnung trägt. Allerdings müssen wir uns bewusst sein, dass das immer noch breit vorherrschende Verständnis von Sicherheit als reine Verteidigung von territorialen Grenzen nicht mehr zeitgemäss ist. Nun braucht es nach Auffassung der Grünliberalen ein Umdenken in der Sicherheitspolitik und ein weiterentwickeltes, breiteres Verständnis, wie man es auch in anderen Querschnittsthemen wie der Klimapolitik entwickeln musste. Vor dreissig Jahren wurde Klimapolitik vor allem als Landschaftsschutz verstanden, und erst mit der Zeit hat man verstanden, dass Klimapolitik nur mit einem breiteren Verständnis effektiv sein kann.

Man kann das zum Beispiel an den 17 Zielen für nachhaltige Entwicklung erkennen, zu denen sich die Weltgemeinschaft verpflichtet hat. So sind Frieden, Gerechtigkeit und starke Institutionen denn genau ein solches Ziel für nachhaltige Entwicklung. Folglich nehmen die Grünliberalen gerne zur Kenntnis, dass der Klimawandel in die Liste der Sicherheitsrisiken aufgenommen wurde. Die grünliberale Fraktion nimmt auch das Kommissionspostulat an, das die Fähigkeit zur Bewältigung klimabedingter Naturgefahren überprüfen will.

Die Grünliberalen haben sich stets für eine moderne, agile Armee eingesetzt, die gut ausgebildet, mit modernster Ausrüstung ausgestattet und auf identifizierte Risiken ausgerichtet ist. Insbesondere haben die Grünliberalen aber stets auch den Ausbau der Kooperation mit unseren Nachbarn verlangt. Wir erkennen in den aktuellen geopolitischen Entwicklungen mehr denn je: Die Vorstellung einer autonomen Verteidigung ist ein naiver Wunsch. So steht im Vordergrund einer Verbesserung der Sicherheitslage nicht die simple Erhöhung der Truppenstärke oder des Budgets, wie es hier oft gefordert wird, sondern eine austarierte Abwägung zwischen Budget, technischen Möglichkeiten und Risiken sowie der Zusammenarbeit mit Partnern. Die vom Bundesrat angestrebte Fähigkeitsplanung geht deshalb genau in die richtige Richtung.

Da hybride Konflikte stark über die Kontrolle von Narrativen geführt werden, steigt das Risiko der Desinformation. Der Aufholbedarf in dieser Thematik ist allerdings noch gross, weshalb die grünliberale Fraktion auch das Kommissionspostulat zur Auslegeordnung bezüglich der Bedrohung der Schweiz durch Desinformation unterstützt.

Das Ziel von Sicherheitspolitik muss natürlich sein, die Resilienz zu erhöhen. Dazu gehören auch die Versorgung und die Verfügbarkeit wichtiger Güter. Der Weg zu einer Erhöhung der Resilienz liegt hier aber nicht im von Selbstversorgungsfantasien gespiesenen Protektionismus. Schon die Pandemie hat deutlich gemacht, dass die Stabilität der wirtschaftlichen und diplomatischen Beziehungen zu unseren Nachbarn den zentralen Faktor bei der Sicherstellung der Widerstandskraft darstellt.

Ich möchte noch auf einen weiteren Aspekt der Resilienz eingehen, nämlich denjenigen der funktionierenden Institutionen. Es leuchtet uns nicht ein, weshalb die Regierung die Schaffung eines nationalen Führungsstabs nicht stärker vorwärtstreibt. Der Aufbau von Strukturen, die eine strategische Gesamtsicht sicherstellen, ermöglicht uns, in Krisen schneller reagieren zu können und auf etablierte Kommunikations- und Koordinationsstrukturen bauen zu können. Bereits mehrmals wurde dieser Mangel an strategischer Gesamtsicht festgestellt, und auch die letzte Übung des Sicherheitsverbundes Schweiz hat diesen Mangel hervorgehoben.

Die grünliberale Fraktion nimmt den sicherheitspolitischen Bericht zur Kenntnis und begrüsst die Stossrichtung, die hier eingeschlagen wurde.

**de Quattro** Jacqueline (RL, VD): Depuis la rédaction du rapport 2021 sur la politique de sécurité de la Suisse, la situation internationale s'est fortement dégradée et s'en trouve déstabilisée. Les conflits armés qui se déroulent actuellement aux portes de l'Europe se rapprochent dangereusement de notre pays. L'invasion de l'Ukraine, et auparavant de la Crimée, contraire au droit international, continue de renforcer la ligne de fracture entre l'Europe et la Russie.



Ne soyons pas naïfs: la confrontation entre la Russie et les Etats occidentaux n'est pas un phénomène à court terme. Le risque d'escalade est réel. La Russie a fortement renforcé son potentiel militaire afin d'avoir la capacité de mener une guerre en Occident contre un puissant adversaire conventionnel, démocratique. Il ne faut pas perdre de vue non plus le fait que la Russie est une puissance militaire qui veut consolider une zone d'influence exclusive, en particulier le long de la frontière de l'ex-Union soviétique. Elle continuera probablement à se focaliser sur l'Europe de l'Est, les Balkans et l'espace méditerranéen.

Les conflits qui ont lieu actuellement aux frontières orientales de l'Otan constituent un énorme défi pour l'Europe, mais aussi pour la Suisse. Ils risquent de conduire à une instabilité politique, économique et sociale, ainsi qu'à des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, que cela concerne le gaz, le pétrole ou encore les céréales, sans parler des mouvements migratoires déjà en cours.

Tout cela aura des conséquences directes pour les voisins occidentaux de la Russie et pénalisera également notre pays. Ce mouvement a commencé. Le rapport de politique de sécurité 2021 a identifié ces menaces. Malheureusement, les événements qui se précipitent aujourd'hui lui donnent raison.

Se fondant sur une analyse approfondie de la situation, le rapport définit les intérêts et les objectifs de notre politique de sécurité pour les prochaines années. Il démontre comment la Suisse entend adapter sa politique de sécurité au contexte international instable et aux nouvelles menaces.

Il s'agit non seulement de renforcer la détection précoce des menaces, des dangers et des crises, mais aussi de mettre davantage l'accent sur la gestion des conflits hybrides afin d'accroître la protection et la résilience de l'Etat, de l'économie et de notre société face à des phénomènes nouveaux de grande ampleur, comme les cyberattaques ou la désinformation.

Le rapport souligne aussi la nécessité d'acquérir un nouvel avion de combat et un système de défense sol-air moderne. La situation géopolitique actuelle rend ces acquisitions non seulement nécessaires, mais aussi urgentes.

Le groupe libéral-radical prend donc acte positivement de ce rapport et met lui aussi le doigt sur un point qui fait mal, la gestion de crise. Notre pays doit se doter d'un état-major permanent, au niveau fédéral. Nous l'avons vu avec la crise sanitaire, nous le voyons maintenant avec une crise militaire qui deviendra sans doute économique et sociétale par la suite. Nous devons avoir les moyens de répondre rapidement à la montée en puissance de nouvelles menaces.

Mme la conseillère fédérale Viola Amherd s'est engagée en commission à réactualiser de manière continue l'analyse sécuritaire et à nous en tenir informés, ce dont nous la remercions.

J'en viens brièvement aux deux postulats de commission. Les campagnes de désinformation sont aussi des armes de guerre. Le conflit qui se déroule actuellement en Ukraine le montre bien.

Aussi bien la population russe que nous, ici en Suisse, sommes désinformés en continu afin de nous faire croire que ces attaques sont légitimes, voire qu'elles ont été provoquées. Des régimes autoritaires ou des groupes d'influence n'hésitent plus à recourir à ces méthodes qui visent à déstabiliser des Etats, à perturber ou à manipuler le processus de prise de décision politique, démocratique, ainsi qu'à saper la confiance de la population à l'égard des institutions, des autorités. La Suisse n'échappe pas à ce phénomène. Notre pays en a déjà été victime par le passé – vous savez que le Laboratoire de Spiez a été visé par ce genre d'actions dans le contexte d'une tentative d'assassinat de l'agent russe Sergueï Skripal. Même des organisations sportives internationales et des entreprises suisses ont été touchées.

Si le Conseil fédéral admet qu'il faudrait accorder davantage d'attention à cette problématique, nous sommes d'avis qu'il

#### AB 2022 N 271 / BO 2022 N 271

n'existe, à l'heure actuelle, pas d'évaluation de l'ampleur de la menace, ni de modèle pour sa gestion. Nous estimons qu'il faut aller plus loin et soutenons donc le postulat chargeant le Conseil fédéral de montrer dans quelle mesure la Suisse est touchée par des activités visant à influencer l'opinion publique, et plus précisément par des campagnes de désinformation, et de proposer des mesures pour prévenir et contenir une telle menace. Bref, nous souhaitons un éclairage complet sur la stratégie suivie – ma collègue Doris Fiala y reviendra.

Par ailleurs, notre pays doit affronter d'autres menaces – cela a été relevé: catastrophes, situations d'urgence et autres événements majeurs. Nous sortons d'une pandémie. Les dangers de nature sociétale s'accroissent, mais il faut aussi s'attendre à des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus violentes que par le passé. Notre pays est de plus en plus touché par des événements météorologiques extrêmes: vagues de chaleur, épisodes de sécheresse, précipitations extrêmes, inondations, débordements des cours d'eau, pour ne citer que ceux-ci. Ces dernières années, certes, la probabilité des catastrophes de nature technique a pu être globalement réduite par des mesures de prévention, ce dont nous nous félicitons. Cependant, en raison de la



densification des agglomérations et des infrastructures, des chaînes d'approvisionnement complexes et des cyberrisques, notre vulnérabilité s'est simultanément accrue. Le Conseil fédéral a identifié ces risques. Ce que nous souhaitons maintenant, c'est une vue d'ensemble, une stratégie de la gestion des dangers naturels liés au climat dans notre pays.

Le groupe libéral-radical soutiendra donc ces deux postulats de commission.

**Fiala Doris (RL, ZH):** Sicherheit ist erste Staatsaufgabe. Grosse Risiken sind heute – Sie haben es mehrfach gehört, und der Bericht dokumentiert es eindrücklich – global: Cyberkriminalität, Pandemien, Klimakatastrophen, organisiertes Verbrechen, Menschenhandel und Flüchtlingswesen. Sie haben von Bundesrätin Viola Amherd gehört, dass seit dem Bundesbeschluss vom 7. Dezember 2021 neun Kantone Unterstützung durch die Armee erhalten haben, je nach Kanton im Umfang zwischen 125 und 2240 Diensttagen. Das hat die Armee vielen von uns positiv in Erinnerung gerufen; das hat überzeugt.

Als speziell erwähnenswert erachte ich persönlich, dass heute in Kooperation mit der Wirtschaft jährlich 40 und künftig 80 Cyberrekruten zu Cyberspezialisten, zu mit ICT-Diplom anerkannten Fachkräften, ausgebildet werden. Das wird ebenfalls im Bericht dokumentiert. Der Cyberdefence Campus, den Armasuisse zusammen mit der ETH Zürich und der EPFL betreibt, löst das Problem des gewaltigen Fachkräftemangels in diesem Bereich natürlich noch nicht, aber er leistet einen Topbeitrag. Persönlich würde ich unsere Bundesrätin Viola Amherd dazu ermutigen, die Gründung eines eigentlichen Staatssekretariates Cyber an die Hand zu nehmen. Der Krieg Russlands gegen die Ukraine zeigt eben, dass heute eine mit Cyberkriminalität gepaarte traditionelle Kriegsführung Realität geworden ist. Selten wurde unserem Land so bewusst, wie wichtig das Thema Sicherheit und auch die Armee bleiben. Die Schweiz kann und darf nicht abrüsten; dies ist meine tiefe Überzeugung und auch die Überzeugung der Freisinnigen. Der sicherheitspolitische Bericht dokumentiert Fakten, nicht Wunschdenken, und ich bedauere, dass die Linke unseres Rates zum Teil gar romantische Vorstellungen und Abrüstungswünsche äussert.

Der Bericht geht auch auf Desinformation und durch digitale Plattformen geschürte Falschinformationen und Stimmungsmache ein. Gerne erwähne ich, dass die Sicherheitspolitische Kommission die Möglichkeit hatte, unter anderem Google- und Facebook-Verantwortliche anzuhören. Gerade der Angriff auf das Capitol in den USA zeigte die Kehrseite der digitalen Meinungsbildung auf. Persönlich betone ich jedoch gerne auch die Chancen. Ohne digitale Plattformen hätten sich unter anderem in Zürich nicht innert weniger Stunden Tausende von Menschen zugunsten der Ukraine vereint.

Der sicherheitspolitische Bericht verdient eine sehr positive Kenntnisnahme. Pazifisten rufe ich in Erinnerung, dass Armeeangehörige gerade in Zeiten der Pandemie sehr verdienstvoll wirkten und im Einsatz waren. Wer den sicherheitspolitischen Bericht gelesen hat, kann dem VBS und unserer Bundesrätin Viola Amherd sowie ihrem Team nur Kompetenz attestieren und den Bericht herzlich verdanken. Ich persönlich begrüsse auch das Geschäft 22.3006 im Anschluss an diese Diskussion sehr, auch hier geht es um das Thema Desinformation. Ich danke Ihnen herzlich für Ihr Wohlwollen und dafür, dass Sie den Bericht positiv verabschieden werden.

**Seiler Graf Priska (S, ZH):** Während der Sitzung der Sicherheitspolitischen Kommission vom 17. Januar machte ich mir ein paar Notizen, was ich dann im Rat zum sicherheitspolitischen Bericht so alles sagen könnte. Wenn ich die Notizen jetzt durchlese, stelle ich fest, dass die Analyse der Bedrohungslage auch jetzt, nach dem völkerrechtswidrigen Angriff von Putin auf die Ukraine, ihre Gültigkeit hat. Es werden die richtigen Bedrohungen genannt: Cyberangriffe, Desinformationskampagnen, Terrorismus und gewalttätiger Extremismus, und es werden endlich auch einmal die gravierenden Folgen des Klimawandels erwähnt. Ich störte mich beim Lesen des Berichtes daran, dass keine Priorisierung der möglichen Gefahren gemacht wurde. Wir können ja nicht einfach unbeschränkt viel Geld ausgeben, vor allem nicht nach der Corona-Krise. Es wurde dann aber in der Kommission von der Frau Bundesrätin dargelegt, dass es in diesem Bericht eben nicht darum ging, sondern um eine möglichst vollständige und übersichtliche Auslegeordnung. Die Priorisierung wird das VBS dann noch vornehmen.

Ein Kapitel fehlt selbstverständlich in dieser Übersicht: der Krieg in der Ukraine und die möglichen sicherheitspolitischen Folgen für die Schweiz. Ein Kapitel, das wir jetzt ehrlicherweise noch nicht schreiben können, da wir nicht wissen, wie sich dieser Konflikt weiterentwickelt und wie er endet. Ich hoffe, dass er bald endet.

Unter Kapitel 2.3.5, "Bewaffneter Konflikt", wird erwähnt, dass Konflikte immer häufiger hybrid ausgeführt werden – das haben wir heute schon ein paarmal gehört – und dass Russland sein militärisches Potenzial deutlich verstärkt hat. Es wird im Bericht auch tatsächlich beschrieben, dass Russland in einem eskalierenden Krisenfall in Europa an der Nato-Ostgrenze mit militärischen Mitteln Fakten schaffen könnte. Wir wissen jetzt, dass aus diesem Konfliktbild leider bittere Realität wurde.



Bemerkenswert in diesem Zusammenhang ist dann auch der nächste Abschnitt des Berichtes. Hier steht klar und deutlich: "Eine direkte militärische Bedrohung durch einen terrestrischen Angriff auf die Schweiz ist kurz- und mittelfristig unwahrscheinlich." Auch daran hat sich nach Meinung der SP, unaufgeregt und nüchtern betrachtet, nichts geändert. Damit ist überhaupt nicht gemeint, dass wir, wenn es die Konfliktlage dann zulässt, keine seriöse sicherheitspolitische Analyse machen müssen. Natürlich ist das angezeigt, und natürlich wird der Ukraine-Krieg einen Einfluss auf die Sicherheitsarchitektur in Europa haben.

Ich schliesse überhaupt nicht aus, dass sich beim Rüstungsprogramm eine neue Prioritätensetzung abzeichnen wird. Der Krieg zeigt nämlich, bis jetzt wenigstens, dass wir vermutlich mehr in Bodluf, also in die bodengestützte Luftverteidigung, investieren müssen. Es zeigt, dass Kampffjets als Verteidigungsmittel aber eine weniger grosse Rolle spielen, wie die SP das übrigens auch in ihrer Vernehmlassungsantwort zum Planungsbeschluss bereits ausgeführt hat. Umrüsten statt aufrüsten – vielleicht könnte das eine Devise sein. Aber es ist, wie gesagt, jetzt noch zu früh für eine abschliessende Beurteilung.

Eine direkte militärische Bedrohung durch terrestrische Angriffe ist kurz- und mittelfristig unwahrscheinlich. Ja, warum schüren dann die Bürgerlichen dermassen die Ängste der Bevölkerung? Warum genau muss das Armeebudget um satte 2 Milliarden Franken erhöht werden? Was konkret sollen die zusätzlichen 20 000 Soldatinnen und Soldaten denn tun? Es tut mir leid, aber das sind populistische Forderungen in der jetzigen Zeit mit einer klaren innenpolitischen Agenda – gut, Sie stellen diese Forderungen jeweils auch sonst, aber

AB 2022 N 272 / BO 2022 N 272

ohne Plan und ohne Konzept. Statt die Leute zu beruhigen, was die Aufgabe der Politik wäre, werden ihre Ängste geschürt.

In der letzten "NZZ am Sonntag" wird Mauro Mantovani, Dozent für strategische Studien an der Militärakademie der ETH Zürich, zur Bedrohung der Schweiz durch Russland befragt. Ich zitiere gerne aus seiner Antwort: "Russland dürfte durch die westlichen Sanktionen auf lange Sicht massiv geschwächt werden. Bildlich gesprochen halte ich das Risiko, dass die Russen jemals am Bodensee oder am Rhein aufmarschieren, für unwahrscheinlicher denn je. Die Modernisierung der Schweizer Armee auf dem Boden steht nicht unter Zeitdruck." Aber er spricht dafür ein Tabu an: Die Schweiz müsse deutlich näher an die Nato heranrücken als bisher. Das wird vermutlich die Diskussion der Zukunft sein.

Diesen Fragen müssen wir uns stellen, diese müssen wir besprechen: Wie sieht der Beitrag der Schweiz an die gemeinsame europäische Sicherheit aus? Wie machen wir mit? Wo machen wir mit? Machen wir überhaupt mit? Angesichts dieser strategisch enorm wichtigen und unter Umständen auch historischen anstehenden Entscheide wirkt der Ruf nach 2 Milliarden Franken mehr für das Armeebudget – einfach so – geradezu hilflos und un kreativ. Es geht um die kollektive, um die menschliche Sicherheit. Sicherheit ist eine gemeinsame europäische Aufgabe. Klar ist: Die Schweiz muss ihren Beitrag leisten, humanitär, logistisch und mit Geld. Denn der Frieden ist kein Auslaufmodell.

Zum Schluss noch die Haltung der SP-Fraktion zu den zwei Kommissionspostulaten: Wir unterstützen beide mit grosser Überzeugung.

**Tuena Mauro (V, ZH):** Frau Seiler Graf, Sie haben in Ihrem Votum gesagt, und Sie haben es auf eine einzige Aussage irgendeines Gelehrten abgestützt, dass ein Krieg, wie wir ihn jetzt in der Ukraine erleben, in der Schweiz unwahrscheinlich sei. Wie kommen Sie heute zu solchen Aussagen?

**Seiler Graf Priska (S, ZH):** Ich würde mich niemals Expertin nennen; ich bin Politikerin. Ich habe aber einen Dozenten der Militärakademie (MILAK) an der ETH zitiert. Ich vertraue diesen Leuten ein bisschen. Wir haben ja dann vielleicht auch Benno Zogg in der Kommission. Deshalb würde ich doch den Herrn Kommissionspräsidenten bitten, ihm dann dieselbe Frage zu stellen.

**Fridez Pierre-Alain (S, JU):** On s'acheminait vers un débat traditionnel sur le rapport sur la politique de sécurité de la Suisse, un rapport de qualité qui passe en revue les dangers réels qui menacent notre pays en prenant en compte les dangers nouveaux face auxquels notre pays est parfois mal préparé: cybermenaces, terrorisme, problèmes en lien avec le changement climatique susceptibles de menacer nos populations et nos infrastructures, pandémies – la petite nouvelle parmi les menaces, depuis longtemps annoncée mais peu prise en compte avant le printemps 2020.

Concernant les menaces internationales, le rapport établit un tour d'horizon très pertinent sur la situation qui prévalait à l'époque, avec toujours la mention de la Russie et de sa volonté de consolider une zone d'influence exclusive, en particulier le long de la frontière de l'ex-Union soviétique. Une Russie qui avait renforcé son potentiel militaire conventionnel, lequel restait cependant toujours largement inférieur à celui des forces de l'Otan,



sauf pour l'arme nucléaire. L'analyse au chapitre 2.3.5 du rapport intitulé "Conflit armé" paraît pertinente. La seule menace gravissime envisageable, quoique jugée totalement improbable à l'époque, concernait un éventuel conflit aux confins de l'Europe entre la Russie et un adversaire non cité, mais avec une entrée en jeu de l'Otan. Et les répercussions potentielles sur la Suisse avaient été évaluées: cyberattaques et attaques par missile, désinformation, terrorisme, en précisant bien qu'une intervention terrestre directe contre notre territoire paraissait invraisemblable, même dans un tel scénario.

Et la fiction est devenue réalité. A la surprise quasi générale, la Russie a agressé militairement l'Ukraine le 24 février 2022, un jour qui fera date. Le malheur de l'Ukraine est d'être un Etat non aligné, seul aux portes de l'Otan et de l'Union européenne, sans puissance nucléaire.

Quelles sont les intentions véritables de Vladimir Poutine? Nul ne le sait. Mais quelles répercussions cela aura-t-il pour la sécurité de la Suisse? Selon d'aucuns, il faut acheter les F-35 sans délai, augmenter de 2 milliards de francs les moyens alloués à l'armée, avoir 20 000 militaires de plus, acheter des blindés, des lance-mines. La crise ukrainienne est devenue une actualité propice pour faire peur et atteindre certains objectifs politiques. Dans toutes les réflexions sur la sécurité, l'élément essentiel à prendre en compte est notre situation géographique très particulière au milieu du continent européen, au centre du dispositif de la plus grande alliance militaire au monde, l'Otan, qui surpasse militairement de très loin la Russie. Paradoxalement, aujourd'hui, notre sécurité est certainement renforcée par le réveil de l'Otan, qu'Emmanuel Macron considérait en situation de mort cérébrale fin 2019, avec le retour renforcé de Biden et des Etats-Unis, qui s'étaient recentrés sur la Chine. L'Europe de la défense semble enfin prendre son envol. Mais, il est vrai, nous courons certains risques, par exemple les attaques "cyber", dont les Russes sont spécialistes, alors que nous sommes encore des béotiens en la matière. Des missiles peuvent venir de loin et nous n'avons rien pour les contrer. Le système Patriot ne sera opérationnel que dans de nombreuses années. A quoi s'ajoute la menace nucléaire, contre laquelle on ne peut pas faire grand-chose.

Mais nous n'avons pas besoin de chars d'assaut et de lance-mines. Les Russes ne vont pas arriver chez nous, ou alors ils auront battu l'Otan. Le président Biden a été clair: si un centimètre carré du territoire d'un pays membre de l'Otan est attaqué, c'est tout l'Otan qui est attaqué, selon l'article 5 du Traité de Washington.

Et les F-35: quelle urgence? Au mieux, les appareils suisses ne seront construits que dès 2027 et livrés jusqu'en 2030, s'il n'y a pas de retards dans l'intervalle, car le président Biden a décidé, en signant le budget de la défense 2022, de faire changer le moteur de l'avion et de remplacer le système Alis (Autonomic Logistics Information System), un système informatique de gestion de l'avion. Il faut donc changer certaines pièces maîtresses de l'avion, alors que ce dernier accumule déjà tous les retards, tous les problèmes, tous les dépassements budgétaires.

Paradoxalement, l'agression lancée par la Russie devrait, en définitive, affaiblir durablement ce pays, une puissance militaire pauvre, très pauvre, avec le PIB de l'Espagne, et à qui il ne restera que l'arme atomique. Au ban des nations, sa situation socioéconomique va encore s'aggraver et elle calmera les velléités de ce pays au long cours.

Alors aujourd'hui, chers collègues, gardons notre calme, restons solidaires de nos pays voisins et de leurs sanctions et faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour soulager le peuple ukrainien ici et là-bas. Et réfléchissons à la manière d'envisager notre défense à l'avenir. Dans le concert des nations européennes, quel renforcement de notre collaboration est-il envisageable? Nous sommes théoriquement neutres, mais, en fait, nous avons choisi notre camp, celui des Etats démocratiques occidentaux.

**Addor** Jean-Luc (V, VS): Monsieur Fridez, si je comprends bien la position du groupe socialiste, vous parlez de choisir son camp, celui des pays occidentaux. Est-ce que ce camp n'est pas plutôt l'Otan, ce qui est assez différent; c'est un outil de la politique et de la puissance américaine.

La position du groupe socialiste consiste-t-elle à déléguer la défense de notre pays, à déléguer la responsabilité de notre sécurité à l'Otan?

**Fridez** Pierre-Alain (S, JU): Je vous remercie pour votre question, cher collègue. La situation de la Suisse est très particulière; j'ai l'habitude de dire que nous sommes le passager clandestin de l'Otan. Notre situation géographique nous place au milieu d'un dispositif militaire très important, ce qui fait que, pour nous atteindre, n'importe quel ennemi – par exemple la Russie – devrait traverser les territoires de l'Otan et, de ce fait, conformément à l'article 5 du traité de

AB 2022 N 273 / BO 2022 N 273

l'Atlantique nord signé à Washington, l'Otan se mobiliserait. C'est une réalité, donc il n'est pas question pour moi de demander une adhésion à l'Otan ou de demander à l'Otan de nous défendre, puisque la réalité est





celle que j'ai décrite.

Par contre, nous avons fait un pas en nous montrant solidaires des pays européens dans le cadre de la crise ukrainienne, et j'appelle de mes vœux une collaboration aussi étroite que possible avec les pays européens qui nous entourent. Je rappelle en outre que la Suisse coopère avec l'Otan dans le cadre de son Partenariat pour la paix, donc que nous collaborons déjà avec cette organisation. C'est une réalité, nous ne sommes pas seuls au monde mais, de fait, effectivement très bien placés au milieu du dispositif de l'Otan.

**Kamerzin** Sidney (M-E, VS): Cher collègue, vous continuez à réfuter toute menace d'agression conventionnelle en Suisse. Les images diffusées aujourd'hui dans tous les médias du monde vous donnent tort. Sur quelle information vous basez-vous pour continuer à écarter tout risque d'agression conventionnelle en Suisse et en Europe centrale?

**Fridez** Pierre-Alain (S, JU): Actuellement, je l'ai dit, les menaces, ce sont les cyberattaques, les missiles – et là je prends à témoin l'ensemble des membres du conseil, les collaborateurs d'Armasuisse ou autres. Nous avons certainement failli, parce que nous devrions déjà avoir un système de défense sol-air. En effet, des missiles peuvent atteindre la Suisse et le cas échéant, ce sont des pays de l'Otan qui nous aideraient. Concernant une attaque: si les chars russes veulent parvenir jusque chez nous, ils doivent – obligatoirement, de par la géographie – traverser des pays de l'Otan; et l'article 5 du Traité de Washington prévoit que si un Etat de l'Otan est attaqué, toute l'Otan est attaquée! C'est donc cela, la réalité: l'Otan, c'est dix fois la puissance militaire de la Russie. La Russie est paradoxalement une puissance militaire, parce qu'elle a un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est un pays qui a l'arme nucléaire, qui dispose d'un armement. Mais les militaires russes avaient trois jours de subsistance pour le combat. Paradoxalement, c'est un pays très pauvre, un pays qui va s'écrouler prochainement et ne pourra pas continuer cette guerre horrible longtemps. Mais pour l'instant ce sont les Ukrainiens qui souffrent, c'est une réalité. Et l'Otan ne peut pas réagir, faute de provoquer une guerre nucléaire, donc une guerre mondiale – je vous laisse imaginer la catastrophe.

**Amherd** Viola, Bundesrätin: Der Bundesrat hat den sicherheitspolitischen Bericht Ende November 2021 verabschiedet. Seither ist es zu dramatischen Entwicklungen gekommen. Mit der russischen Invasion in der Ukraine haben wir eine historische Zäsur erlebt. Der Krieg ist in Europa zurückgekehrt. Fundamentale Regeln des Völkerrechtes wurden gebrochen, die territoriale Integrität und Souveränität eines Staates mit massiver militärischer Gewalt verletzt. Dass es so weit kam, ist nicht unbedingt eine Überraschung, mit welcher Geschwindigkeit und Brutalität es passiert ist, hingegen schon.

Die Instabilität und das Risiko eines gewaltsamen Konflikts am Rande Europas sind in den letzten Jahren markant gestiegen, ebenso die Bereitschaft, militärische Gewalt anzuwenden. Der sicherheitspolitische Bericht hält fest, dass unser regionales Umfeld weniger sicher geworden ist und seine Schutzwirkung abgenommen hat. Der sicherheitspolitische Bericht verweist explizit auf das inzwischen leider eingetretene Szenario in der Ukraine. Ich zitiere hier einige Kernpassagen, die Sie im Bericht finden:

"Die Konfrontation zwischen Russland und westlichen Staaten ist kein kurzfristiges Phänomen. Russland und die Nato sind zwar bemüht, einen bewaffneten Konflikt zu vermeiden, das Risiko dafür ist jedoch in den letzten Jahren gestiegen. Russland hat sein militärisches Potenzial deutlich verstärkt und strebt an, im Westen Krieg gegen einen starken konventionellen Gegner führen zu können. [...] Ein schwerwiegender Krisenfall an der Nato-Ostgrenze würde zu einer grossen Herausforderung für Europa und könnte zu politischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Instabilitäten führen, ebenso zu Ausfällen der Versorgungsketten sowie zu Migrationsbewegungen. [...] In einem eskalierenden Krisenfall in Europa könnte Russland an der Nato-Ostgrenze mit militärischen Mitteln Fakten schaffen. Die Herstellung des Status quo ante wäre dann nur mit einer weiteren Eskalation des Konflikts möglich. [...] Die Bruchlinien zwischen Europa und Russland haben sich weiter verstärkt, was direkte Konsequenzen für die westlichen Nachbarstaaten Russlands hat, aber auch Schweizer Interessen tangieren kann. [...] Russland will insbesondere entlang den Grenzen der früheren Sowjetunion eine exklusive Einflussosphäre konsolidieren. Fokus seiner Politik werden voraussichtlich weiterhin Osteuropa, der Balkan und der Mittelmeerraum sein."

Dies sind die Kernaussagen des Sicherheitspolitischen Berichtes 2021, den der Bundesrat Ende November verabschiedet hat. Sie sind nun mit dem Krieg in der Ukraine leider wahr geworden. Der sicherheitspolitische Bericht ist denn auch nicht von der Aktualität überholt worden. Seine Aussagen zur Lage sind zutreffend. Dasselbe gilt für die Schlüsse und Massnahmen, die abgeleitet werden und die der schon länger festgehaltenen Verschlechterung der Sicherheitslage Rechnung tragen.

Der Bericht ist ein wichtiges Grundlagendokument. Er legt die Prioritäten für unsere Sicherheitspolitik der nächsten Jahre fest. Auf Grundlage dieses Dokuments erfolgen weitere konkrete Planungen wie die Entwick-





lung der Luftwaffe, die Entwicklung der Bodentruppen und die Entwicklung des Cyberbereichs. Der sicherheitspolitische Bericht ist eben nicht eine Inventarliste der Armee oder ein Bericht zur Entwicklung einzelner Truppengattungen. Diese Arbeiten erfolgen auf Grundlage des sicherheitspolitischen Berichtes.

Der Bericht beschreibt die langfristig gültigen Prinzipien und Interessen unserer Sicherheitspolitik. Solche sind Gewaltverzicht und eine regelbasierte internationale Ordnung, Selbstbestimmung und Handlungsfreiheit, Kooperation und Neutralität, Demokratie, Respektierung des Völkerrechts und Rechtsstaatlichkeit, Föderalismus und Subsidiarität, Miliz- und Dienstpflicht. Das sind die Fundamente unserer Sicherheitspolitik. Auch in der jetzigen Situation drängt es sich nicht auf, diese infrage zu stellen. Auf dieser Basis definiert der Bericht neun konkrete Ziele und erklärt, wie diese umgesetzt werden sollen. Darunter sind die Stärkung der Früherkennung von Bedrohungen und Krisen, die verstärkte Ausrichtung auf hybride Bedrohungen, eine weitere Stärkung des Schutzes vor Cyberbedrohungen, Massnahmen gegen Desinformation und Beeinflussung, die Stärkung von Resilienz und Versorgungssicherheit.

Ich komme zurück auf die Ausführungen von Nationalrat Zuberbühler betreffend den Verkauf der Ruag Ammotec. Die Motion mit dem Anliegen, die Ruag Ammotec nicht zu verkaufen, wurde vom Parlament abgelehnt. Ich erlaube mir, die Antwort von Bundesrat Maurer anlässlich der Fragestunde von dieser Woche zu zitieren. Dort hat er im Namen des Bundesrates wie folgt geantwortet: "Mit der Motion Salzmann 19.3154, übernommen von Herrn Zuberbühler, wurde der Bundesrat beauftragt, zu beurteilen, ob der Verkauf von Ruag Ammotec insbesondere aus Gründen der Versorgungssicherheit gestoppt werden sollte. Der Bundesrat kam dabei zum Schluss, dass die Beteiligung des Bundes an der Ammotec für die Sicherstellung der Munitionsversorgung der Schweizer Armee nicht relevant ist. Die Armee bezieht Kleinkalibermunition und Handgranaten von Ammotec. Munition grösserer Kaliber bezieht die Armee grösstenteils aus dem Ausland. Die Produktion der Kleinkalibermunition erfolgt im internationalen Verbund. Dafür ist Ammotec auf den Import von Rohstoffen wie Kupfer und Zink sowie von Halbfabrikaten wie Pulver und Zünder angewiesen. Eine autarke, vom Ausland unabhängige Produktion und Versorgung ist mit den vorhandenen Mitteln somit gar nicht möglich. Dies gilt auch, wenn die Ammotec dem Bund gehört." Es ist ein Teilzitat, vom Rest verschone ich Sie, das können Sie im Amtlichen Bulletin nachlesen.

Ich habe die Schwerpunkte des sicherheitspolitischen Berichtes sowie die Ziele aufgelistet, diese sind nach wie vor richtig. Sie behalten ihre Gültigkeit auch in der jetzigen Lage.

#### AB 2022 N 274 / BO 2022 N 274

Sie wurden nämlich bereits auf eine deutlich verschlechterte Sicherheitslage ausgerichtet. Mit dem Krieg in der Ukraine hat sich die eingeschlagene Richtung nun auf drastische Weise bestätigt. Die Ereignisse der letzten Woche haben aber ebenso gezeigt, wie rasch und dramatisch sich die Lage verändern kann. Wir brauchen darum künftig häufigere sicherheitspolitische Standortbestimmungen. Das ist der Grund, warum der Bundesrat künftig alle vier Jahre einen sicherheitspolitischen Bericht vorlegen wird.

Wie gesagt erleben wir nun aber mit der Aggression Russlands eine Zäsur für die europäische und auch für die schweizerische Sicherheitspolitik. Wir wollen uns deshalb auf der Basis unserer bestehenden Sicherheitspolitik und ihrer Fundamente mit den möglichen Folgen und Erkenntnissen aus diesem Krieg befassen. Das VBS wird in Zusammenarbeit mit anderen Bundesstellen bis spätestens Ende Jahr dazu einen separaten, zusätzlichen Bericht vorlegen. Wir werden darin aufzeigen, inwiefern allfällige Justierungen vorzunehmen sind. Der Bericht wird sich insbesondere mit der Armee befassen. Dieses Vorgehen wurde mit Ihrer Sicherheitspolitischen Kommission so besprochen und vereinbart. Wir waren uns einig, dass dies ein sinnvolles Vorgehen ist.

Heute geht es aber vorerst um die Kenntnisnahme des Sicherheitspolitischen Berichtes 2021. Ich bitte Sie, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.

Ich äussere mich noch kurz zu den zwei Postulaten, die in der Kommission diskutiert wurden.

Ich komme zuerst zum Postulat 22.3006: Beeinflussungsaktivitäten und Desinformation haben sich verstärkt. Sie werden zunehmend zu einem sicherheitspolitischen Problem. Der Sicherheitspolitische Bericht 2021 weist das Thema denn auch erstmals als eigene Kategorie von Bedrohung für die Schweiz aus. Es ist entsprechend ein prominentes Thema im Bericht und soll für die nächsten Jahre ein neuer Schwerpunkt sein. Eines der im Bericht neu formulierten Ziele ist die Verstärkung von Massnahmen gegen Desinformation und Beeinflussung. Dabei geht es nicht einfach um Fake News. Das ist zwar auch ein Problem, aber kein Thema der Sicherheitspolitik. Die Sicherheitspolitik muss sich dann mit Aktivitäten zur Beeinflussung und Desinformation befassen, wenn sich diese gezielt gegen das Funktionieren von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft richten. Auch dieses Problem hat zugenommen. Die Gremien der sicherheitspolitischen Führung, die Kerngruppe Sicherheit und auch der Sicherheitsausschuss des Bundesrates, befassen sich bereits regelmässig mit dem Thema. Es ist



zudem die Absicht, unter den beteiligten Stellen ein systematisches Monitoring zur Erfassung solcher Aktivitäten zu etablieren.

Sie sehen, es läuft einiges in diesem Bereich. Zudem glauben wir, dass die Schweiz hier insgesamt gut aufgestellt und relativ robust ist – dank einer freien, breiten Medienwelt und einer Bevölkerung mit hohem Bildungsstand, die es gewohnt ist, sich eine eigene Meinung zu bilden. Zudem gehört die Schweiz nicht zu den primären Zielen solcher Aktivitäten. Ihre Kommission wünscht nun aber trotzdem eine zusätzliche Auslegeordnung zur Bedrohung der Schweiz durch Desinformationskampagnen. Der Bundesrat ist bereit, einen solchen Bericht zu machen, und beantragt, das Postulat anzunehmen.

Zum Postulat 22.3007: Wie im Sicherheitspolitischen Bericht 2021 festgehalten, geht der Bundesrat davon aus, dass die Auswirkungen des Klimawandels auch in der Schweiz zu häufigeren und schwereren Naturkatastrophen führen werden. Das vorliegende Postulat fordert den Bundesrat auf, eine Übersicht über die für die Bewältigung von klimabedingten Naturgefahren benötigten Fähigkeiten des Bevölkerungsschutzes, der Armee und des Zivildienstes zu erstellen. Der Bundesrat ist bereit, diese Auslegeordnung zu machen. Wir sind auch hier gut aufgestellt, finden es aber sinnvoll, zu diesem Thema eine Übersicht zu erstellen. Entsprechend sind wir auch hier mit der Annahme des Postulates einverstanden.

**Landolt Martin (M-E, GL):** Frau Bundesrätin, rund um die Krise in der Ukraine wurde von gewissen Medien kolportiert, dass der Bundesrat durch den Nachrichtendienst gelinde gesagt eher dürftig informiert worden sei. Entspricht das der Realität, wie Sie sie in der Praxis erlebt haben?

**Amherd Viola, Bundesrätin:** Ich habe es in meinem Votum bereits gesagt: Die Bedrohungen eines bewaffneten Konflikts an den Rändern Europas sind bereits im sicherheitspolitischen Bericht ausgewiesen. Insbesondere wurden dort Russland und Osteuropa erwähnt. Das war bereits in Diskussion. Hinzu kommt, dass der Nachrichtendienst des Bundes dem Bundesrat jede Woche einen Lagebericht mit der aktuellen Situation zur Verfügung stellt. In Bezug auf den aktuellen Eintritt dieser Krise wurde schon während der Olympischen Spiele in einem Lagebericht auf eine mögliche Intervention Russlands in der Ukraine hingewiesen.

**Flach Beat (GL, AG):** Frau Bundesrätin, vielen Dank für Ihre Ausführungen. Hat sich der Bundesrat in Anbetracht der aktuellen Situation Gedanken über die zukünftige Zusammenarbeit innerhalb von Europa gemacht? Es wäre möglich, dass Europa sich tatsächlich für eine gemeinsame Aussensicherheitspolitik mit aktivem Charakter entscheidet oder aber zusammen mit der Nato das Programm "Partnership for Peace" wieder aufleben lässt. Dank diesem Programm bekommen wir ja die Luftlagebilder.

**Amherd Viola, Bundesrätin:** Es gibt ja bereits eine vielfältige Zusammenarbeit der Armee mit ausländischen Streitkräften insbesondere aus den Nachbarländern. In der Ausbildung – beispielsweise im Bereich Cyber, aber auch bei anderen Themen – haben wir bereits eine gute Zusammenarbeit. Auch mit der Nato gibt es eine Zusammenarbeit im Rahmen des Programms "Partnership for Peace". Dort sind wir aktiv, und auch in diesem Zusammenhang können wir sowohl an Übungen als auch an der Ausbildung teilnehmen. Diese Zusammenarbeit ist sehr wichtig, damit man gegenseitig die Strukturen kennt, damit man sich versteht.

Ich weise darauf hin, dass das Kommando Spezialkräfte bei der Ausreise von Schweizern aus Afghanistan tätig war und jetzt auch wieder die Schweizer Botschaft in der Ukraine unterstützt hat. Das hat gut funktioniert, weil die Schweiz beispielsweise in Afghanistan schon eine gute Zusammenarbeit mit Deutschland hat. Darauf konnte man auch zählen, und davon konnten wir natürlich auch profitieren. Da hat man sich gegenseitig geholfen, das ist sehr wichtig. Deshalb bleibt diese Zusammenarbeit natürlich weiterhin ein wichtiges Thema für uns.

Im letzten Herbst wurde ich im Zusammenhang mit dem Projekt "Permanent Structured Cooperation" (Pesco), der europäischen Zusammenarbeit im Bereich Rüstung, nach Brüssel eingeladen. Dort können jetzt nicht assoziierte Länder auch mitmachen. Deshalb war ich vor Ort und habe mich dort mit der deutschen Verteidigungsministerin und mit anderen Verteidigungsministern und -ministerinnen ausgetauscht. Wir beabsichtigen, bei ausgewählten Pesco-Projekten, die für die Schweiz interessant sind, mitzumachen.

**Tuena Mauro (V, ZH):** Frau Bundesrätin, Sie haben vorhin ausgeführt, dass das Parlament, wir haben es mehrmals diskutiert, entschieden habe, dass die Ammotec, also – das für die Leute auf der Tribüne – die Herstellerin von Munition, an ein zurzeit mindestens für uns noch unbekanntes Konsortium verkauft werden soll. Dieser Entscheid wurde vor dieser Krise, die jetzt stattfindet, getroffen. Könnte sich der Bundesrat vorstellen, über diesen Entscheid nachzudenken und die Verträge so nicht zu unterschreiben?

**Amherd Viola, Bundesrätin:** Ich kann diese Frage auch wieder mit einem Zitat beantworten aus der Antwort



von Kollege Maurer in der Fragestunde zu diesem Thema. Ich habe einen Teil vorhin schon zitiert und komme jetzt hier noch zum Schluss: "Der Krieg in der Ukraine ändert an dieser Einschätzung nichts: Die Versorgungssicherheit der Armee wird nicht durch die Bundesbeteiligung an der Ammotec gewährleistet, sondern durch Versorgungsmassnahmen."

AB 2022 N 275 / BO 2022 N 275

**Zuberbühler** David (V, AR): Geschätzte Frau Bundesrätin, Sie haben jetzt des Öfters Ihren Bundesratskollegen Ueli Maurer im Zusammenhang mit genau dieser Ruag Ammotec zitiert. Glauben Sie persönlich daran, dass die Schweiz im Krisenfall noch Munition beschaffen könnte?

**Amherd** Viola, Bundesrätin: Ich glaube an die Planung der Armee. Wir garantieren die Versorgungssicherheit mit Munition durch Lagerhaltung, und das ist das einzig Richtige. Munition kann gut auf lange Zeit an Lager gehalten werden, und die Armee ist hierzu bereit. Unsere Lager sind in einem Zustand, der es uns erlaubt, im Einsatz dann auch darauf zurückzugreifen. Die Versorgungssicherheit ist unbestrittenermassen sehr wichtig. Da gehe ich ganz mit Ihnen einig. Das ist auch die Meinung des Bundesrates, nicht nur meines zitierten Kollegen, dieser war einfach in der Fragestunde. Da ist sich der Bundesrat einig. Die Sicherstellung der Versorgungssicherheit geschieht eben durch Lagerhaltung. Denn die Munitionsfabrik nützt uns hier wenig, weil auch diese die Komponenten importieren muss. Ammotec fügt einzelne Komponenten zur Munition zusammen und produziert diese nicht von A bis Z selber. Viel wichtiger ist also die Lagerhaltung.

**Cattaneo** Rocco (RL, TI): Frau Bundesrätin, Sie haben gerade gesagt, dass der Bundesrat aufgrund dieser dramatischen Lage, die wir alle kennen, einen Ergänzungsbericht erstellen werde. Sie haben gesagt, bis Ende dieses Jahres werde der sicherheitspolitische Bericht ergänzt. Meinen Sie nicht, dass dies zu spät ist? Sollte man diesen Ergänzungsbericht nicht etwas früher erstellen?

**Amherd** Viola, Bundesrätin: Die Arbeiten, wenn ich das so sagen darf, laufen natürlich schon. Das VBS, insbesondere die Armee, analysieren laufend, was jetzt in dieser Krise, in diesem Krieg, passiert. Das wird laufend aufgearbeitet. Wir wissen heute noch nicht, wie lange diese Krise dauern wird. Wir hoffen natürlich, dass so schnell wie möglich auf diplomatischem Weg eine Lösung gefunden wird, damit auch die Zivilbevölkerung nicht länger leiden muss. Heute kann aber niemand sagen, ob das noch Wochen oder ob es noch Monate dauern wird, was wir alle nicht hoffen. Wir nehmen uns aber lieber Zeit bis Ende Jahr, damit wir die gesamte Krise analysieren können, damit wir das fundiert anschauen können. Dann können wir in einem Bericht beurteilen, ob es allenfalls Justierungen an unserer Ausrichtung braucht. Wir gehen davon aus, dass es kleine Justierungen sein werden, weil der sicherheitspolitische Bericht schon auf Krisen, wie jetzt eine eingetreten ist, hinweist und das in der Planung der Armee natürlich bereits mitberücksichtigt wird.

**Dettling** Marcel (V, SZ): Frau Bundesrätin, Sie haben als Verteidigungsministerin nun gesagt, man dürfe diese Munitionsfabrik verkaufen, das sei überhaupt kein Problem, es gebe Lagerhaltung in der Schweiz. Können Sie ausführen, für wie viele Tage wir in diesem Land Munition haben?

**Amherd** Viola, Bundesrätin: Das kann ich Ihnen sagen. Ich habe es jetzt nicht gerade im Kopf, ich werde Ihnen aber diese Frage gerne schriftlich beantworten. Für wie viele Tage die Lager reichen, ist natürlich immer schwierig zu sagen. Es kommt darauf an, wie der Konflikt ist, wie stark man angegriffen wird, wie stark man sich wehren muss. Wir können Szenarien aufschreiben. Die genaue Wahrheit dazu gibt es aber nicht.

**Präsidentin** (Kälin Irène, Präsidentin): Die Kommission beantragt Ihnen, vom Bericht Kenntnis zu nehmen.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen  
Il est pris acte du rapport*